

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS189/2  
15 septembre 2000

(00-3664)

Original: anglais

## ARGENTINE – MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE CARTON EN PROVENANCE D'ALLEMAGNE ET MESURES ANTIDUMPING DÉFINITIVES À L'IMPORTATION DE CARREAUX DE SOL EN CÉRAMIQUE EN PROVENANCE D'ITALIE

### Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 14 septembre 2000, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les Communautés européennes ("CE") demandent l'établissement d'un groupe spécial en vertu de l'article 6 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémoire d'accord sur le règlement des différends") et de l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping"), au sujet des mesures ci-après appliquées par l'Argentine:

- mesures antidumping définitives à l'importation de carton en provenance d'Allemagne, imposées le 26 février 1999; et
- mesures antidumping définitives à l'importation de carreaux de sol en céramique ("porcellanato") en provenance d'Italie, imposées le 12 novembre 1999.

Le 26 janvier 2000, les CE ont demandé l'ouverture de consultations avec l'Argentine en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante. Leur demande a été distribuée en tant que document WT/DS189/1 daté du 1<sup>er</sup> février 2000. Les consultations, qui ont eu lieu le 1<sup>er</sup> mars 2000 à Genève, ont permis une meilleure compréhension des positions respectives mais n'ont pas abouti à un règlement satisfaisant de l'affaire.

Les CE considèrent que les mesures susmentionnées sont incompatibles avec les articles 2.4 et 6.5, l'article 6.8, lu conjointement avec l'Annexe II, et l'article 6.9 et 6.10 de l'Accord antidumping et que, par conséquent, elles annulent et compromettent les avantages résultant pour les CE de cet accord.

Plus précisément, les allégations présentées par les CE peuvent être résumées comme suit:

- A. Mesures antidumping à l'importation de carreaux de sol en céramique en provenance d'Italie
- 1) L'autorité argentine chargée de l'enquête (la *Dirección de Competencia Desleal*, "DCD") a fait abstraction de tous les renseignements sur la valeur normale et les prix à l'exportation

communiqués par les exportateurs représentés dans l'échantillon et a utilisé, à la place, les données relatives à la valeur normale alléguées par le requérant et des statistiques d'importation officielles. Elle n'a pas expliqué pourquoi il n'avait pas été tenu compte des renseignements communiqués par les exportateurs. En faisant abstraction de ces renseignements sans aucune justification valable, la DCD a agi de manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II, qui n'autorisent les autorités chargées de l'enquête à recourir aux "données de fait disponibles" que lorsque les exportateurs n'ont pas communiqué en temps utile les renseignements nécessaires ou entravent le déroulement de l'enquête de façon notable.

- 2) La DCD n'a pas calculé une marge de dumping individuelle pour chaque exportateur représenté dans l'échantillon, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 6.10.
- 3) La DCD n'a pas tenu dûment compte des différences dans les caractéristiques physiques entre les modèles exportés en Argentine et ceux qui étaient vendus en Italie, violant ainsi l'article 2.4.
- 4) La DCD n'a pas informé les exportateurs italiens des faits essentiels concernant l'existence d'un dumping qui ont constitué le fondement de la décision d'appliquer des mesures définitives et a empêché ainsi les exportateurs italiens de défendre comme il convenait leurs intérêts, ce qui est contraire à la prescription énoncée à l'article 6.9.

**B. Mesures antidumping à l'importation de carton en provenance d'Allemagne**

- 1) La DCD a fait abstraction de tous les renseignements sur la valeur normale et les prix à l'exportation communiqués par l'exportateur FS Karton et a utilisé, à la place, les données relatives à la valeur normale alléguées par le requérant et des statistiques d'importation officielles. Elle n'a pas expliqué pourquoi il n'avait pas été tenu compte des renseignements communiqués par FS Karton. En faisant abstraction de ces renseignements sans aucune justification valable, la DCD a agi de manière incompatible avec l'article 6.8 et l'Annexe II, qui n'autorisent les autorités chargées de l'enquête à recourir aux "données de fait disponibles" que lorsque l'exportateur n'a pas communiqué en temps utile les renseignements nécessaires ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable.
- 2) Au cas où l'Argentine ferait valoir qu'il n'a pas été tenu compte des renseignements relatifs à la valeur normale et aux prix à l'exportation communiqués par FS Karton parce que cette société n'a pas retiré sa demande de traitement confidentiel ou n'a pas donné de résumés non confidentiels de ces renseignements, les CE soutiennent que la DCD a agi de manière incompatible avec les dispositions de l'article 6.5.
- 3) La DCD n'a pas calculé de marge de dumping individuelle pour FS Karton, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 6.10.
- 4) La DCD n'a pas tenu dûment compte du fait que le prix à l'exportation était déterminé sur la base de statistiques d'importation indiquant des valeurs f.a.b. alors que la valeur normale a été établie sur la base de renseignements relatifs aux prix "à la livraison" au consommateur, ce qui viole les dispositions de l'article 2.4.
- 5) La DCD n'a pas informé FS Karton des faits essentiels concernant l'existence d'un dumping qui ont constitué le fondement de la décision d'appliquer des mesures définitives et a empêché ainsi cette société de défendre comme il convenait ses intérêts, ce qui est contraire à la prescription énoncée à l'article 6.9.

Les CE demandent que le Groupe spécial soit doté du mandat type indiqué à l'article 7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les CE souhaitent que cette demande soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends.

---